



**PRÉFÈTE  
DE LA RÉGION  
CENTRE-VAL  
DE LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

## **DOCUMENT UNIQUE**

### **Marché public à procédure adaptée**

(Article R. 2123-1 du code de la commande publique)

#### **Objet du marché :**

**Opération de couverture GSM – Site Buffon  
DREAL Centre-Val de Loire à Orléans (45)**

#### **Date limite de réception des offres :**

**23 juillet 2025 à 17h00**

Code nomenclature CPV : 32000000-3 – Equipements de télécommunications  
32522000-8 – Matériels de télécommunications

## **Pouvoir adjudicateur**

État - Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret

DREAL (Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire)

## **Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)**

Le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire

5 avenue Buffon – CS 96 407

45 064 Orléans Cedex 2

Tél. : 02-36-17-41-41

Fax : 02-36-17-41-01

Mail : [dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr](mailto:dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr)

## **Comptable public assignataire**

Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques du Centre-Val-de-Loire  
6 avenue de Concy - CS30013, 45 071 ORLEANS Cedex 2

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

## 1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet d'assurer une meilleure couverture GSM sur le site Buffon de la DREAL Centre-Val de Loire à Orléans (45).

Le présent marché est un marché à procédure adaptée, en application de l'article L. 2123-1 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché public de fournitures et services.

Le CCAG Techniques de l'Information et de la Communication du 30 mars 2021 est appliqué pour ce marché.

Le marché n'est pas alloti.

Le marché est à prix forfaitaires.

## 2. Remise des offres

Les pièces constitutives sont à transmettre **exclusivement par voie dématérialisée** sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) sous la référence **DREAL\_CONVERTURE\_GSM\_2025**.

Les plis, enregistrés dans l'ordre d'arrivée, doivent parvenir avant la date et heure limite de réception des offres fixée au : **23 juillet 2025 à 17h00**.

L'attention du candidat est appelée sur le fait que l'ensemble des échanges au cours de la procédure de passation seront réalisés à l'adresse électronique indiquée dans l'acte d'engagement.

Cette adresse doit donc être régulièrement consultée et l'adresse du profil acheteur doit avoir été identifiée comme expéditeur légitime afin d'éviter l'orientation des messages adressés au candidat par le RPA via le profil acheteur vers les courriers indésirables.

Une visite sur site est obligatoire avant la remise des offres. Cette visite ne pourra pas faire l'objet d'une facturation par le candidat. Un contact peut être pris auprès de l'adresse mail ci-après : [informatique.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr](mailto:informatique.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr)

### **3. Composition des plis à remettre par les candidats**

#### ***3.1 Un premier sous dossier relatif à la candidature***

Les candidats devront fournir les documents exigés à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique. Pour y satisfaire, ils utiliseront les documents suivants, téléchargeables sur le site internet du Ministère de l'Économie à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>:

DC1 (lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants),

DC2 (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement). En cas de groupement, le DC2 doit être produit par chaque membre du groupement.

DC4 (acte de sous-traitance), le cas échéant.

Ils fourniront également :

- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat (Extrait KBIS et/ou délégation de signature) ;  
Le candidat communiquera les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.
- Le chiffre d'affaires au cours des trois dernières années ;
- La déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat sur les 3 dernières années ;
- Une liste des principales prestations similaires effectuées au cours des 3 dernières années indiquant le montant, la date et le donneur d'ordre accompagné des attestations du donneur d'ordre ou, à défaut, d'une déclaration du candidat ;
- Les titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et spécifiquement l'équipe qui sera en charge de la conduite des prestations objet de cette consultation.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques ou financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels le candidat s'appuie pour présenter sa candidature (groupement ou sous-traitance) en application de l'article R. 2143-12 du

code de la commande publique, il produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

### **3.2 Un second sous dossier relatif à l'offre**

L'offre du candidat comporte les pièces suivantes :

- Un acte d'engagement à compléter et signer dans le présent document ;
- Un devis détaillé signé par le titulaire ;
- Un mémoire technique répondant au cahier des charges techniques et incluant :
  - ✓ la description de la solution et des matériels qui seront proposés en joignant tout document permettant d'apprécier leur qualité ;
  - ✓ une description de la méthodologie de mesure de la qualité de la réception du signal avant et après travaux ;
  - ✓ les moyens humains et matériels mis en œuvre pour l'installation et la mise en service des matériels.
  - ✓ un planning prévisionnel d'exécution indiquant également une date de début de commencement de travaux.
  - ✓ une notice technique décrivant les effets sur les personnes des ondes radio émises par les antennes qui seront installées.
- Le récépissé de visite du site ;
- Un relevé d'identité bancaire ;
- Le cas échéant, la demande d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement ;
- Le cas échéant, la part des prestations que le soumissionnaire a l'intention de sous-traiter, notamment à des petites et moyennes entreprises.

## **4. Validité des offres**

Les offres ont une durée de validité de 90 jours.

Les variantes sont autorisées. Il est demandé aux candidats de chiffrer les prestations alternatives qu'il souhaiterait proposer dans un devis à part.

Nature de l'attributaire, le marché sera conclu :

- Soit avec un entrepreneur unique,
- Soit avec des entrepreneurs groupés ; dans ce cas indiquer le nom du mandataire. En cas de groupement conjoint, le mandataire doit être solidaire financièrement.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule offre en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

## 5. Examen des candidatures et des offres

### 5.1 Sélection des candidatures

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

- Capacités économiques et financières : en cohérence avec les prestations à entreprendre ;
- Capacités techniques et professionnelles : moyens humains et matériels adaptés aux prestations à réaliser.

### 5.2 Critères d'analyse des offres

Critères	Pondération	Note maximale
Prix	40,00 %	40 points
Valeur technique jugée sur la base du mémoire technique remis par le candidat à l'appui de son offre	60,00 %	60 points
Total	100%	100 points

Le jugement des offres s'effectuera selon une procédure de notation pondérée. La note finale de chaque offre sera obtenue par la somme des notes obtenues pour les critères techniques et financiers

## 6. Analyse des offres

### Méthodologie de notation :

- **Prix :** L'offre proposant le montant le moins élevé obtiendra la note prix maximale de 40.

Les notes des autres offres seront calculées selon la formule suivante et arrondies à la deuxième décimale supérieure :

$$Note\ prix = \frac{MIN}{M} \times 40$$

Avec :

*MIN* = montant de l'offre la moins chère ;

*M* = montant de l'offre considérée ;

40 = la note maximale qu'une offre peut obtenir.

- **Valeur technique :**

La valeur technique de la proposition sera appréciée en tenant compte des sous-critères suivants :

- ✓ sous-critère 1 : certification professionnelle : noté sur 5
- ✓ sous-critère 2 : adéquation technique avec les spécifications du CCTP :noté sur 45
- ✓ sous-critère 3 : moyens humains et matériels mis en œuvre : noté sur 5
- ✓ sous-critère 4 : planning prévisionnel des travaux proposé : noté sur 5

<b>7. Documents à produire dans tous les cas au stade de l'attribution du marché</b>
--

- Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP, le candidat susceptible d'être retenu devra fournir, dans le délai qui sera fixé par le RPA :
- Des déclarations sur l'honneur, datées et signées par le signataire de l'acte d'engagement et par un dirigeant nommément cité au Kbis, attestant qu'ils ne se trouvent pas dans un cas d'interdictions des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP. (*voir modèle en annexe 1*) ;
- les certificats fiscaux et sociaux ;
- les pièces prévues aux articles R.1263 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du Code du travail ;

Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du CCP (généralement, il s'agit du numéro SIRET) ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés ;

# CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## 1. Procédure

Ce marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique.

Le présent marché est soumis aux dispositions du CCAG suivant : CCAG Techniques de l'Information et de la Communication.

## 2. Durée

La durée du présent marché est fixé à 6 mois à compter de la date de notification du marché.

La prestation pourra débuter dès la notification du marché.

## 3. Lieu(x) d'exécution

L'installation et la mise en service sera réalisée : DREAL Centre-Val de Loire – 5 avenue Buffon à Orléans.

## 4. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

## 5. Fractionnement des prestations

### 5.1 Tranche ferme :

Sans objet.

### 5.2 Tranche optionnelle :

Sans objet.



## **6. Variantes**

Les variantes sont autorisées. Il est demandé aux candidats qui le souhaitent de chiffrer les prestations alternatives qui feront l'objet d'un devis à part.

## **7. Documents contractuels**

- Le présent document valant acte d'engagement (AE) et cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le devis détaillé signé par le titulaire ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé le 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique du candidat.

## **8. Négociation**

Le représentant de l'acheteur se réserve la possibilité de négocier avec tous les candidats.

Cette négociation pourra porter sur les aspects financiers et techniques de l'offre. L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée.

La négociation pourra être engagée par écrit (lettres, fax et/ou courriels) ou par oral dans les délais indiqués par le pouvoir adjudicateur.

A défaut de nouvelle proposition dans les délais impartis, seule la première offre du candidat sera prise en considération.

S'agissant des offres remises après négociation, le délai de validité des offres est apprécié à partir de la remise des offres définitives.

## **9. Régime financier : prix, facturation, délai de paiement, pénalités**

### **1. Prix :**

Les prix sont détaillés dans le devis remis par le titulaire. Les prix devront correspondre à toutes les étapes explicitées dans le CCTP. Les prix sont fermes et définitifs.

Ils s'entendent hors taxes et seront majorés de la taxe sur la valeur ajoutée au taux légal en vigueur.

## **2. Avance :**

Une avance pourra être accordée au titulaire du marché en application de l'article R.2191-4 du code de la commande publique.

Le taux de l'avance est de 30 %.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

## **3. Modalités de paiement et de facturation :**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Des paiements intermédiaires pourront intervenir à la demande du titulaire après réalisation d'une partie de la prestation. Ils interviendront à la suite de la certification du service fait par l'acheteur.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;

- saisir directement ses factures ;

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/>, rubrique « nous contacter ».

En cas de première mise en place de la facturation électronique et dans le respect de l'obligation de transmission des factures par voie dématérialisée telle que précisée à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire dispose d'un délai maximum de trois mois, à compter de la notification, pour être opérationnel dans la mise en œuvre de la facturation par voie dématérialisée.

#### **4. Délai global de paiement :**

Conformément à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, le paiement est effectué, après vérification du service fait, dans un délai maximum de 30 jours (délai global de paiement) par mandat administratif à compter de la date de réception de la facture, sous réserve des conditions suivantes :

- prestations reconnues conformes en tous points aux engagements ;
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

Le dépassement de ce délai ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, les co-traitants ou les sous-traitants payés directement, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

#### **5. Pénalités**

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

#### Pénalités de retard :

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 500$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité en EUR HT

R = nombre de jours calendaires de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

Par dérogation au CCAG de référence, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation au CCAG de référence, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.

## **10. Litige**

### **1. Règlement amiable des litiges**

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

### **2. Juridiction compétente**

Le présent marché est soumis au droit français.

Le tribunal administratif compétent est le tribunal administratif d'Orléans.

# CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

## 1. Eléments de contexte

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire (DREAL) est le service en région du Ministère de la Transition Ecologique.

Elle a son siège situé au 5 avenue Buffon - 45100 Orléans la Source.

La DREAL, service de l'État, est tenue d'effectuer ses achats sur les marchés nationaux, notamment pour ce qui concerne la fourniture d'abonnement pour la téléphonie mobile dont le titulaire est l'opérateur BOUYGUES TELECOM depuis plusieurs années.

Le signal émis par l'antenne-relais locale de BOUYGUES TELECOM arrive faiblement jusqu'au siège de la DREAL, due à une mauvaise orientation et à la présence de bâtiments métalliques voisins faisant obstacle. En conséquence, la réception des appels n'est pas toujours efficiente.

Cet état de fait est particulièrement pénalisant pour les bâtiments D et E du siège de notre direction.

## 2. Objet de la prestation

La prestation consiste à améliorer la couverture GSM des bâtiments D et E du siège de la DREAL situé 5 avenue Buffon à Orléans.

Il est demandé au candidat d'étudier, proposer et chiffrer la mise en œuvre d'une solution technique afin d'assurer une réception d'un signal permettant une bonne émission et réception des appels téléphoniques et une connexion à internet efficace dans tous les espaces de travail des bâtiments concernés par la prestation.

Le présent marché est passé avec une obligation de résultat.

Des plans du site se trouvent ci-dessous. Le bâtiment D comporte 4 niveaux d'une surface de 315 m<sup>2</sup> chacun. Le bâtiment E comporte 3 niveaux d'une surface de 300 m<sup>2</sup> chacun.

Une visite du site est obligatoire afin que le candidat puisse étudier la solution à mettre en place. Cette visite ne pourra pas faire l'objet d'une facturation de la part du candidat.

Pour la visite, il convient de prendre contact à l'adresse mail suivante : [informatique.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr](mailto:informatique.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr)

Le candidat fournira un devis détaillé ainsi qu'un mémoire technique présentant :

- ✓ la description de la solution et des matériels qui seront proposés en joignant tout document permettant d'apprécier leur qualité ;
- ✓ une description de la méthodologie de mesure de la qualité de la réception du signal avant et après travaux ;
- ✓ les moyens humains et matériels mis en œuvre pour l'installation et la mise en service des matériels.
- ✓ un planning prévisionnel d'exécution indiquant également une date de début de commencement de travaux.
- ✓ une notice technique décrivant les effets sur les personnes des ondes radio émises par les antennes qui seront installées.

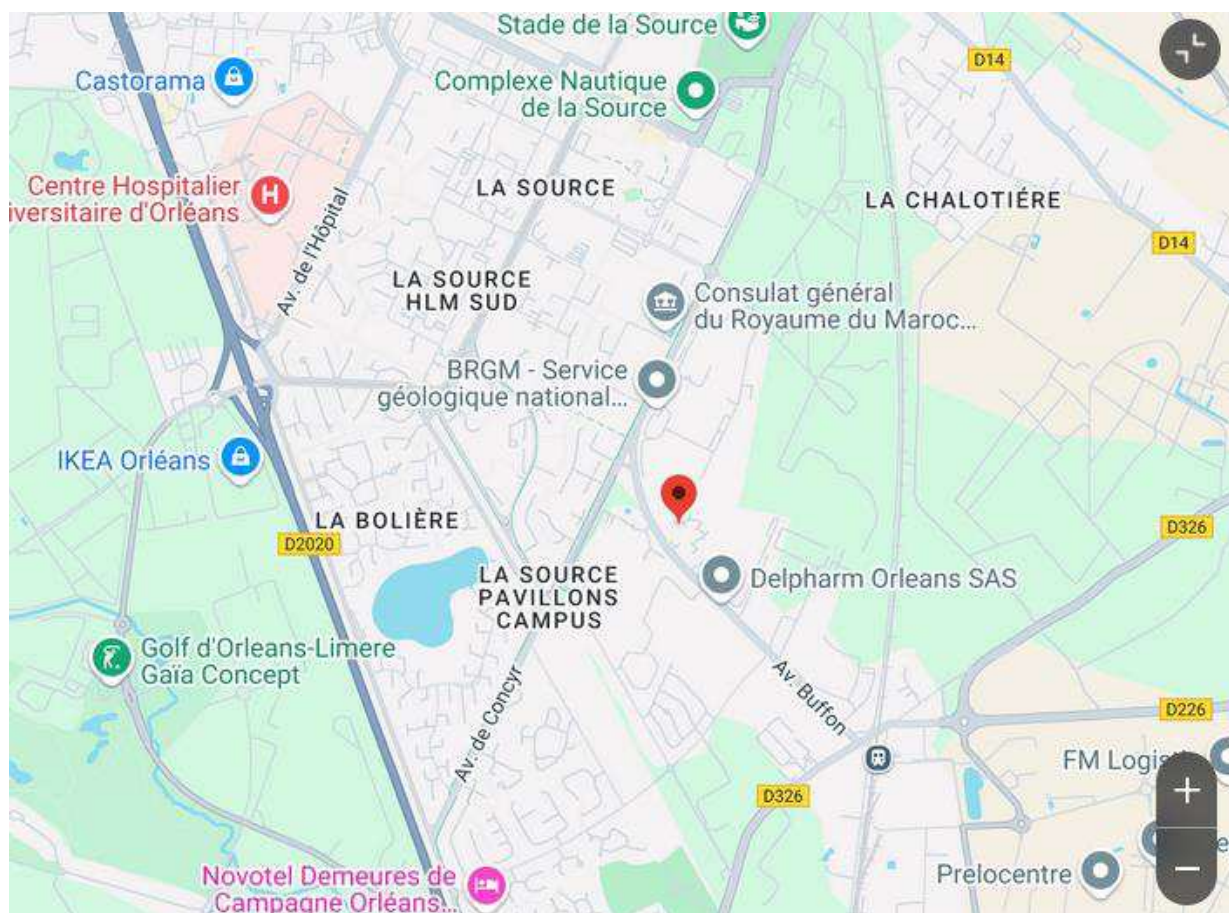
La prestation comprendra également les travaux de raccordement électrique si nécessaire.

Après les travaux, le titulaire du marché fournira une note de calcul justifiant la qualité de la réception du signal.

La prestation débutera dès la notification du marché prévue la 1<sup>ère</sup> quinzaine de septembre et devra être terminée mi-novembre 2025 au plus tard.

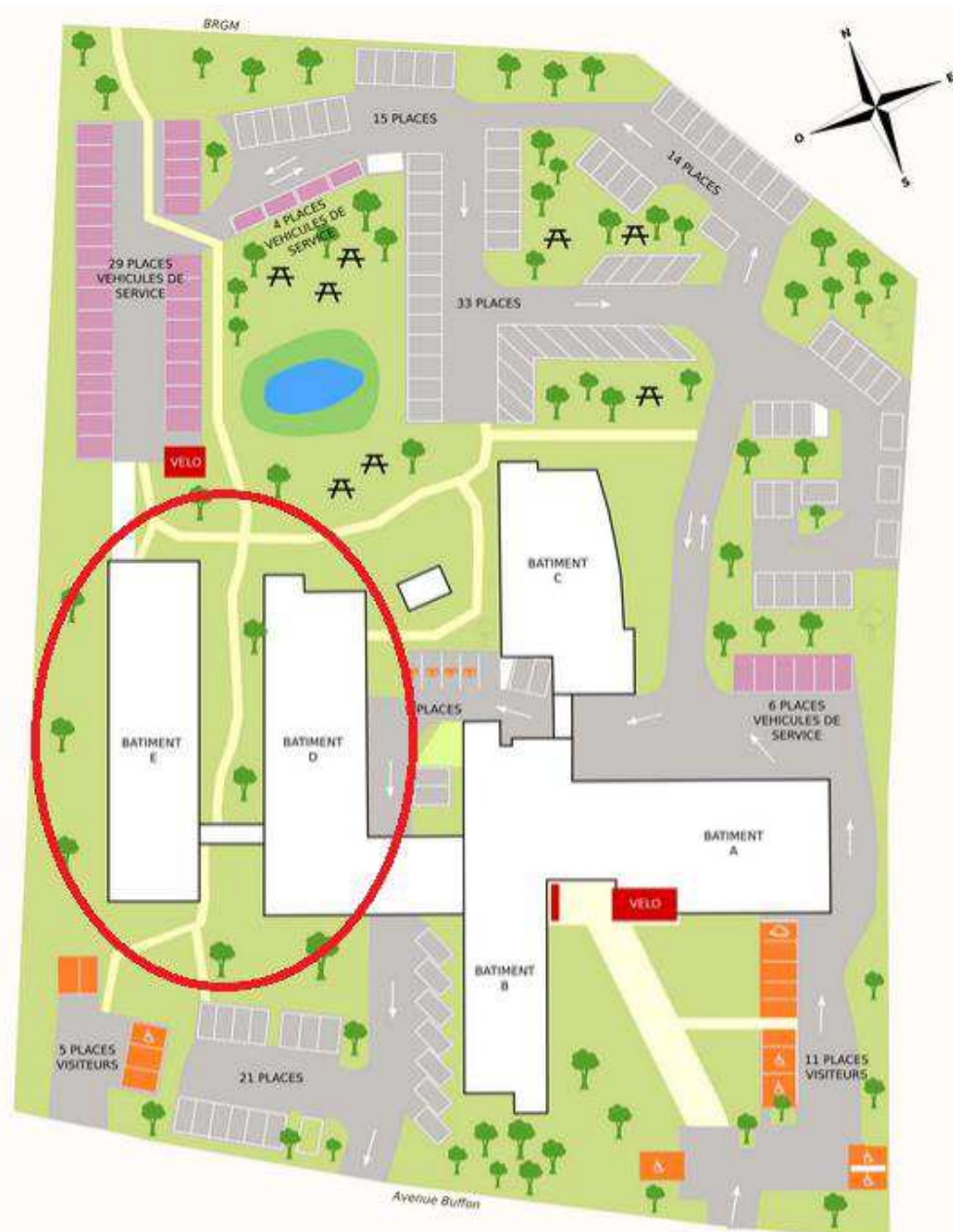
Pour tout complément d'information d'ordre administratif ou technique, merci d'utiliser la messagerie de la plateforme des marchés de l'État (PLACE).

**DREAL Centre-Val de Loire**  
5 Avenue Buffon - 45100 Orléans-La Source  
**Plans de situation**





**DREAL Centre-Val de Loire**  
5 Avenue Buffon - 45100 Orléans-La Source  
**Bâtiments concernés : D et E**



**DREAL  
CENTRE - VAL DE LOIRE**



# ACTE D'ENGAGEMENT

Le présent Acte d'Engagement concerne une prestation dans le but d'améliorer la couverture GSM sur le site Buffon de la DREAL Centre-Val de Loire à Orléans (45).

La procédure de passation est la procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché à prix forfaitaires conformément à l'article R. 2112-6, 2° du code de la commande publique.

## 1. Engagement du titulaire ou du groupement titulaire

### 1.1 Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du présent marché public et conformément à leurs clauses,

☐ Le signataire

M / Mme	
Agissant en qualité de	

s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

Nom commercial et dénomination sociale	
Adresse établissement	
Adresse siège social si différente	
Adresse électronique	
Numéro de téléphone	
Numéro de SIRET	
Code APE	
Numéro de TVA intracommunautaire	

engage la société ..... sur la base de son offre ;

Nom commercial et dénomination sociale	
Adresse établissement	
Adresse siège social si différente	
Adresse électronique	
Numéro de téléphone	
Numéro de SIRET	
Code APE	
Numéro de TVA intracommunautaire	

☐ Le mandataire

M / Mme	
Agissant en qualité de	

désigné mandataire :

- ☐ du groupement solidaire
- ☐ solidaire du groupement conjoint
- ☐ non solidaire du groupement conjoint

s'engage au nom des membres du groupement , sur la base de l'offre du groupement ;

Nom commercial et dénomination sociale	
Adresse établissement	
Adresse siège social si différente	
Adresse électronique	
Numéro de téléphone	
Numéro de SIRET	
Code APE	
Numéro de TVA intracommunautaire	

à exécuter les prestations demandées **aux prix** indiqués ci-dessous ;

Taux TVA	20%
----------	-----

Montant Hors Taxes (HT)

Montant HT arrêté en chiffres à	€
Montant HT arrêté en lettres à	

Montant Toutes Taxes Comprises (TTC)

Montant TTC arrêté en chiffres à	€
Montant TTC arrêté en lettres à	

Ces prix sont détaillés dans le devis annexé au présent document.

## **1.2 Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations**

Pour l'exécution du marché public, le groupement d'opérateurs économiques est :

☐ conjoint

☐ solidaire

*Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.*

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

### 1.3 Compte (s) à créditer

(Tableau à reproduire autant que de nombre de comptes)

Titulaire du compte	
Prestations concernées	
Domiciliation	
Code banque	
Code guichet	
N° de compte	
Clé RIB	
IBAN	
BIC	

En cas de groupement, le paiement est effectué sur :

- ☐ un compte unique ouvert au nom du mandataire ;
- ☐ les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document

(Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)

**Nota** : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que seules les dispositions du CCAP s'appliquent.

### 2. Avance ([article R. 2191-4](#)) du code de la commande publique

Le candidat renonce au bénéfice de l'avance (cocher la case correspondante) :

- ☐ Non
- ☐ Oui

**Nota** : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que l'entreprise renonce au bénéfice de l'avance.

Désignation du cotraitant :

Nom :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui
Nom :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui
Nom :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui
Nom :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui

### 3. Durée d'exécution du marché public

La durée du marché public est de 6 **mois** à compter de la date de notification du marché public.

La prestation pourra débuter dès la notification du marché.

<b>4. Signature du marché public par le titulaire individuel ou, en cas de groupement, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement</b>
---

**Attention**, si le soumissionnaire (individuel ou groupement d'entreprises) a présenté un sous-traitant au stade du dépôt de l'offre et que l'acte spécial concernant ce sous-traitant n'a pas été signé par le soumissionnaire ou membre du groupement et le sous-traitant concerné, il convient de faire signer ce DC4 par le biais du formulaire ATTR12.

**4.1 Signature du marché public par le titulaire individuel :**

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles L.2141-1 à L.2141-14 du Code de la commande publique.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

**4.2 Signature du marché public en cas de groupement :**

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent, suivant ([article R. 2142-23](#) ou [article R. 2342-12](#) du code de la commande publique) :

Le mandataire

Nom commercial	
Dénomination sociale	

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est (cocher la case correspondante) :

- ☐ conjoint  
☐ solidaire

Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement (cocher la ou les cases correspondantes) :

☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;  
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document)

☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;  
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document en cas de marché public autre que de défense ou de sécurité. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)

☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement (cocher la case correspondante) :

☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;

☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;

☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

---

**5. Identification et signature de l'acheteur.**

---

Désignation de l'acheteur :

**État - DREAL (Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire)**

Nom, prénom, qualité du signataire du marché public :

**M. Hervé BRULÉ, Directeur de la DREAL Centre-Val de Loire**

Comptable assignataire :

**Direction Régionale des Finances Publiques du Centre –Val de Loire 6 avenue de Concyr -CS30013, 45 071 ORLEANS Cedex 2.**

Imputation budgétaire : BOP 354

**ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR**

La présente offre est acceptée.

A : ..... , le .....

Signature